

BACKGROUND CHECK CONSENT FORM

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS

SURNAME / NOM DE FAMILLE		Full given names (no initials; circle name normally used) Prénoms au complet (aucune initiale; encercler le prénom usuel)	
Surname at birth Nom de famille à la naissance		All other names used (e.g. nickname, pseudonym, married name) Tout autre nom utilisé (p. ex.: surnom, pseudonyme, nom marital)	
Name change (other than by marriage) Changement de nom (autrement que par le mariage)		Date and place of name change (city, province/state, country) Date et lieu d’enregistrement du changement de nom (ville, province/état, pays)	
Sex / sexe <input type="checkbox"/> Male – masculin <input type="checkbox"/> Female - féminin	Full home address - Adresse postale du domicile		
Date of Birth (d-m-y) Date de naissance (j-m-a)		Place of birth (city, province/state, country)/ Lieu de naissance (ville, province/état, pays)	Current Citizenship Citoyenneté(s) actuelle(s)
Marital Status – État matrimonial <input type="checkbox"/> Single/célibataire <input type="checkbox"/> Married/marié(e) <input type="checkbox"/> Separated/séparé(e) <input type="checkbox"/> Divorced/divorcé(e) <input type="checkbox"/> Common-Law partnership/union de fait <input type="checkbox"/> Widowed/veuf(ve)			
Military service – Service militaire I have served in the Canadian Armed Forces : Regular or Reserves (age 16 or older) J’ai servi dans les Forces armées canadiennes: membre régulier ou réserviste (âge de 16 ans ou +) <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non Service Number/Numéro de service :			Social Insurance Number / Numéro d’assurance sociale
			Business Number (if applicable) Numéro d’entreprise (s’il y a lieu)
All telephone numbers used to reach me (home, work, cottage, cell, etc.) Tout numéro de téléphone utilise pour me joindre (maison, travail, chalet, cellulaire, etc.)		All email addresses used to reach me Toute adresse courriel utilisée pour me joindre	
<p>I understand that checks of my background are required by the Privy Council Office (PCO) to determine my suitability for public office, either because I am being considered for an appointment, or because the validity of my previous check will soon expire.</p> <p>These background checks will include the following three elements:</p> <ol style="list-style-type: none">a check by the Royal Canadian Mounted Police of police records relating to me, including, where applicable, enquiries with federal, provincial and municipal police forces as well – the expression “police records” includes information related to criminal charges and/or convictions, details surrounding an offence or intelligence concerning a person’s involvement or suspected involvement in criminal activity;a check of the Canadian Security Intelligence Service (CSIS) indices on me, pursuant to section 13 of the <i>CSIS Act</i>;a check with the Canada Revenue Agency (CRA) – the CRA will indicate to PCO whether there are any significant compliance-related issues relating to me or any entity for which I hold a controlling interest, or which I have registered for GST/HST purposes, pursuant to any Act administered in whole or in part by the CRA. In cases where there are significant compliance-related issues (such as situations where I or any entity for which I hold a controlling interest have been the subject of current or previous investigations and/or prosecution for criminal tax-related offences; where compliance action has been initiated for failure to file income tax or GST/HST returns; where gross negligence has been assessed by the CRA; or collection action where a tax debt has increased annually or where I or the entity have not honoured with the CRA debt reduction arrangements and the issues/amounts resulting in the debts are not in appeal), I consent to the CRA providing particulars to PCO; and <p>It may also include the additional element.</p> <ol style="list-style-type: none">A check with the Office of the Superintendent of Bankruptcy to determine if my name appears in its bankruptcy and insolvency databases. <p>In connection with this process, I consent to the four elements described above. In addition I understand that a credit check (e.g. with Equifax or the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada) and/or a subject interview may be conducted as required to corroborate results and I consent to those as well.</p> <p>I understand that the information provided to PCO will be held in confidence within PCO and the Office of the Prime Minister, and used in the appointment process in accordance with the law.</p>		<p>Je comprends que le Bureau du Conseil privé (BCP) exige qu’une vérification de mes antécédents soit menée afin de déterminer mon admissibilité à une charge publique pour laquelle ma candidature est à l’étude, ou parce que la validité de la vérification précédente à mon égard arrivera à échéance sous peu.</p> <p>La vérification de mes antécédents comprendra les trois éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada des dossiers de la police me concernant, ainsi que des enquêtes auprès des services de police fédéraux, provinciaux et municipaux, le cas échéant, – l’expression « dossiers de la police » comprend des renseignements sur les accusations et/ou condamnations, les détails relatifs à une infraction et des renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, d’une personne à des activités criminelles;une vérification du répertoire du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) à mon égard, conformément à l’article 13 de la <i>Loi sur le SCRS</i>;une vérification auprès de l’Agence du revenu du Canada (ARC) – l’ARC indiquera au BCP si des questions de conformité importantes se posent à mon égard ou à l’égard de toute entité pour laquelle je détiens une participation majoritaire ou de toute entité que j’ai inscrite aux fins de la TPS/TVH, relativement à toute loi dont l’ARC est responsable en tout ou en partie. Dans les cas où il y aurait des questions de conformité importantes à mon égard (comme dans des situations où moi ou toute entité pour laquelle je détiens une participation majoritaire aurions fait l’objet d’enquêtes antérieures ou en cours et/ou de poursuites pour des infractions criminelles de nature fiscale; des situations où des mesures de contrôle de la conformité auraient été prises en raison de défaut de production de déclarations de revenus ou de déclarations de TPS/TVH; des situations où l’ARC aurait imposé des pénalités pour faute lourde; ou en cas de mesures de recouvrement prises en raison de l’augmentation annuelle d’une dette fiscale ou encore dans des situations où l’entité ou moi-même n’aurions pas respecté les modalités de réduction de la dette prévues par l’ARC et où les problèmes/montants associés à cette dette ne sont pas portés en appel), je permets à l’ARC d’en fournir les détails au BCP; <p>et pourra également s’accompagner de l’élément supplémentaire suivant.</p> <ol style="list-style-type: none">Une vérification auprès du Bureau du surintendant des faillites afin de déterminer si mon nom paraît dans ses bases de données sur la faillite et l’insolvabilité. <p>Dans le cadre de ce processus, je consens aux quatre éléments de vérification décrits ci-dessus. De plus, je comprends qu’une vérification du crédit (p.ex. auprès d’Equifax ou du Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada) et/ou une entrevue pourraient avoir lieu afin de confirmer les résultats et j’y consens également.</p> <p>Je comprends que les renseignements soumis au BCP demeureront confidentiels au sein du BCP et du Cabinet du Premier ministre et qu’ils seront utilisés dans le processus de nomination conformément à la loi.</p>	
Signature		Date	